

INTRODUCTION

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE
ENTRE INQUIÉTUDES, MÉMOIRE ET AVENIR

PAR

MICHEL MATHIEN (*)

L'année 2009 a été celle des dix ans de l'*Annuaire français de relations internationales*. Un anniversaire permettant de saluer une initiative devenue non seulement pérenne, mais aussi reconnue auprès d'un public élargi de spécialistes, de chercheurs, d'universitaires ou de personnes intéressées par les problèmes relevant des relations internationales et, surtout, de leur évolution. Evidemment, les médias d'information générale relèvent d'une autre logique de présentation des faits et des événements ayant fait l'actualité de cette même année.

L'objectif de la présente rubrique est bien de participer à l'observation de l'activité de toutes ces entreprises productrices d'informations en tous genres destinées à leurs divers publics, *a fortiori* nationaux, même quand elles offrent des nouvelles supranationales ou internationales.

L'année 2009 a été marquée par de nombreux événements majeurs. Citons les inquiétudes majeures abordées : la crise économique et financière mondiale, avec ses multiples effets et réactions engageant les organisations internationales et les Etats, les conflits persistants au Moyen-Orient et en Afrique ou la poursuite de l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, l'élection des 750 députés au Parlement européen au mois de juin, avec une participation globale de seulement 43 % dans les 27 Etats membres de l'Union européenne, l'annonce de la menace d'une épidémie mondiale avec la grippe A(H1N1), le débat sur la menace climatique avec le Sommet de Copenhague en décembre et, *in fine*, le 10 décembre, la remise du prix Nobel de la paix au Président des Etats-Unis, Barack Obama, entré en fonction le 20 janvier. Prix qui, ensuite, a fait l'objet de maints débats publics sur son bien-fondé au regard de bien de ses prédécesseurs, dont les premiers en titre en 1901, Henri Dunand, le fondateur de la Croix-Rouge, et Frédéric Passy, l'économiste français connu pour ses idées pacifistes.

(*) Professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Strasbourg (France), où il est responsable de la chaire UNESCO «Pratiques médiatiques et journalistiques. Entre mondialisation et diversité culturelle».

La médiatisation de ces sujets, avec emprise plus ou moins forte des images télévisées, a connu des montées en puissance et des chutes variables selon les situations nationales. Surtout, l'année a été marquée par des anniversaires mémoriels largement exploités dans les agendas politiques et médiatiques, dont le plus marquant, avec toute la symbolique qui lui a été attachée en termes d'évolution et de changement majeur, la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989. Nous-même y revenons dans le cadre des commémorations majeures de cette année-phare, avec les interrogations suscitées par la démarche du «devoir de mémoire» dans le contexte médiatique.

Cependant, comme la circulation mondiale des images pose de plus en plus problèmes avec tous les risques de manipulation et de malentendus pouvant aussi en résulter, nous abordons, pour la première fois dans l'*Annuaire*, la problématique des enjeux de la régulation des médias audiovisuels, à l'instar de ce que bien des démocraties ont déjà engagé à l'échelle nationale, notamment à la suite de la Federal Communication Commission (FCC) créée en 1934 aux Etats-Unis, ou de la France avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le sujet n'est certes pas simple, mais il mérite d'être mis en avant. C'est la tâche qu'a entreprise Renaud de La Brosse.

Nous revenons ensuite sur la «crise des Antilles françaises» qui a marqué le début de l'année 2009. Bruno Ollivier, observateur *in situ*, revient sur la médiatisation des longs et violents mouvements sociaux qui se sont déroulés à la Martinique et à la Guadeloupe, avec des reprises, évidemment en France métropolitaine, mais aussi, dans une certaine mesure, à l'étranger. L'auteur en vient à décrire une situation beaucoup plus complexe que celle rapportée par les médias, la presse internationale, la presse caribéenne et la presse française de la «métropole». Sujet qui, parmi d'autres, interroge sur la gestion médiatique de toute crise.

En 2010, nous n'oublions pas qu'un mouvement réflexif sur l'emprise et le capitalisme des médias dans le monde avait été engagé il y a y a trente ans à l'UNESCO. La Commission internationale d'étude des problèmes de la communication, mise en place en 1977, présidée par l'Irlandais Sean Mac Bride, fondateur d'Amnesty International et prix Nobel de la paix (1974), remettait son rapport final au directeur général Amadou-Mahtar 'Bow en février 1980. Intitulé *Voix multiples un seul monde. Vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace* (1), il devait donner lieu à débats et polémiques dans le contexte international d'alors marqué par la Guerre froide, mais entre lesquels émergeaient des Pays non alignés, dont de nouveaux Etats indépendants issus de la décolonisation.

(1) UNESCO, *Voix multiples. Un seul monde. Communication et société aujourd'hui et demain*, Documentation française/Nouvelles éditions africaines, Paris/Dakar, 1980.

Cette réflexion sur le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication donnera lieu au sigle NOMIC, qui ré-émergera plus ou moins régulièrement depuis. Cependant, comme on le sait, ce rapport a servi de prétexte au retrait des Etats-Unis de l'UNESCO en 1984 – décision prise par le président Ronald Reagan –, suivi de celui du Royaume-Uni – dont le Premier ministre était alors la conservatrice Margaret Thatcher, première femme à diriger un pays occidental depuis 1979 (2). Autrement dit, deux dirigeants ultralibéraux, qui avaient une vision unilatérale de la mondialisation faisant déjà débat par rapport à l'objet de notre présente rubrique.

(2) Sur leur retour en 2003, cf. Divina FRAU-MEIGS, «Le retour des Etats-Unis au sein de l'UNESCO», *Annuaire français de relations internationales*, vol. V, 2006, pp. 860-877.